



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Gidic OK

## PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET  
E-mail : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr  
☎ 04.77.48.45.25  
Dossier n° 2003/0440  
Opération n° 20051399

**Le Préfet de la Loire**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment ses articles 18 et 34-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2004 prescrivant, au Crédit Agricole Loire Haute-Loire – 94 rue Bergson à SAINT-ETIENNE détenteur du site de l'ancienne fabrique de chapeau « Moretton », la réalisation d'une Évaluation Simplifiée des Risques et une surveillance des eaux souterraines ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 31 mai 2005 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 4 juillet 2005 ;

**CONSIDERANT** que le diagnostic initial de la qualité des sols, réalisé par le bureau d'étude SOCOTEC en avril 2001, a mis en évidence 5 sources de pollution au niveau du sol et des eaux souterraines qui sont le chrome, le cuivre, le mercure, le plomb, et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) pouvant présenter des risques notamment par les métaux lourds et les HAP ;

**CONSIDERANT** que l'Évaluation Simplifiée des Risques, réalisée en novembre 2004 par le bureau d'étude SOCOTEC, préconise des travaux de dépollution à réaliser sur le site notamment :

- L'évacuation des ordures ménagères,
- Un curage de la cuve enterrée,
- Un curage du bassin d'eaux souterraines.

**CONSIDERANT**, compte tenu de la pollution détectée dans les eaux souterraines, qu'un renforcement des prescriptions de surveillance des eaux souterraines est nécessaire en installant un piézomètre en amont et en ajoutant des paramètres de surveillance ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

## A R R E T E

Le Crédit Agricole Loire Haute-Loire dont le siège social est situé 94, rue Bergson 42000 SAINT-ETIENNE, est dénommé l'exploitant dans le présent arrêté en qualité de détenteur du site de l'ancienne fabrique de chapeau «Moretton» sise rue Claude Protière et rue Pasteur à Chazelles sur Lyon. Il est tenu de respecter les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### ARTICLE 1 - TRAVAUX DE DE POLLUTION

L'exploitant procédera **dans un délai de 3 mois** aux travaux de dépollution du site :

- évacuation des déchets ménagers (en particulier ceux stockés dans la zone de la centrale électrique) vers une installation autorisée à cet effet ;
- le curage de la cuve enterrée avec évacuation des déchets vers une installation autorisée à cet effet. La cuve sera ensuite retirée ;
- un curage du bassin d'eaux souterraines avec évacuation des déchets vers une installation autorisée à cet effet ;
- élimination des transformateurs au PCB.

Un cahier des charges des travaux de dépollution sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées avant le début des travaux.

Les travaux de dépollution seront décrits dans un mémoire de fin de travaux. Ce mémoire indiquera notamment le tonnage des déchets évacués, la destination et les analyses de ceux-ci. Ce mémoire sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

### ARTICLE 2 - DIAGNOSTIC APPROFONDI ET EVALUATION DETAILLEE DES RISQUES

L'exploitant réalisera une étude qui devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux sols, eaux superficielles et souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement .

### ARTICLE 3

A l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- ⇒ la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution ;

- ⇒ une présentation détaillée de la stratégie d'investigations ;
- ⇒ la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses ;
- ⇒ la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels) ;
- ⇒ les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
  - le choix des substances retenues,
  - les données toxicologiques utilisées,
  - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
  - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, du (des) modèle(s) retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
  - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
- ⇒ l'analyse détaillée des incertitudes ;
- ⇒ des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées sera joint au rapport dont le contenu est détaillé ci-avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et donc communicable sur demande.

#### **ARTICLE 4**

Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- communication du rapport de l'étude diagnostic approfondie à l'inspecteur des installations classées et propositions pour l'évaluation détaillée des risques : .....**4 mois** ;
- communication du rapport de l'évaluation détaillée des risques : .....**9 mois**.

#### **ARTICLE 5**

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'article 4 de l'Arrêté Préfectoral du 10 mars 2004 est abrogé et remplacé par les dispositions des articles suivants.

## **ARTICLE 7- Réseau de surveillance des eaux souterraines**

### **Article 7.1 – Conception du réseau de forages**

Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont, la définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier de charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées.

### **Article 7.2 – Réalisation des forages**

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

## **ARTICLE 8 - Analyse des eaux souterraines**

### **Article 8.1 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

### **Article 8.2 - Nature et fréquence d'analyses**

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence de 2 fois par an :

<b>Paramètres</b>
Hauteur d'eau
pH
Conductivité
Hydrocarbures totaux
Métaux lourds : As, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn
Composés organiques halogénés volatils
Trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, chlorure de vinyl, 1,2-Dichloroéthylène (cis)
DCO
HAP

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (courbes d'évolution, situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

## **ARTICLE 9 – ECHEANCES**

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- - conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : ..... **1 mois,**
- - mise en place du réseau de surveillance et premières analyses : ..... **5 mois.**

## **ARTICLE 10 – Durée**

La surveillance pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance . Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

## **ARTICLE 11**

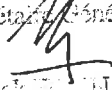
Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 12**

M. le Sous Préfet de MONTBRISON, Madame le maire de CHAZELLES-SUR-LYON et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le ➤ **7 SEP. 2005**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Patrick BOUTIN

03 SEP. 2005

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Directeur du Crédit Agricole Loire Haute-Loire  
- Caisse Régionale  
- 94 rue Bergson  
42000 SAINT-ETIENNE

- M. le Sous Préfet de MONTBRISON

- Madame le maire de CHAZELLES-SUR-LYON

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la  
Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.

Pour le Préfet  
et par délégation  
L'Attaché Principal  
Chef de Bureau

J. PELLET